ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 36.078/VR/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre et, pour partie, chambres réunies, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 5 novembre 2003, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours [1], sur une proposition de loi "modifiant l'article 257 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de rendre automatique les réductions au précompte immobilier" (Doc. parl., Chambre, n° 51 0332/001, session 2003-2004), a donné le 9 décembre 2003 l'avis suivant :

(1) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours ouvrables est prorogé à quarante-cinq jours ouvrables dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85*bis*.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations ci-après.

Compétence de l'auteur de l'acte

1. Le précompte immobilier est un impôt régional en vertu de l'article 3, alinéa 1er, 5°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, tel qu'il a été remplacé par l'article 5 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions.

Selon l'article 4, § 2, de la loi spéciale précitée du 16 janvier 1989, les régions sont, relativement au précompte immobilier, compétentes pour modifier le taux d'imposition, la base d'imposition et les exonérations [2].

2. La proposition de loi a pour objet de remplacer le liminaire de l'article 257 du Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après : C.I.R. 1992) afin de permettre, indépendamment du mécanisme de la demande expresse du contribuable en ce sens tel que déjà prévu par le texte actuel de cette disposition, un octroi automatique des réductions au précompte immobilier pour autant que l'administration fiscale soit informée de la réunion des conditions requises pour l'octroi desdites réductions.

---

(2) La même disposition précise encore que les régions ne peuvent toutefois modifier le revenu cadastral fédéral et que la gestion conjointe des données de la documentation patrimoniale s'effectue par la voie d'un accord de coopération au sens de l'article 92*bis*, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Cette proposition de loi tend donc à insérer dans le C.I.R. 1992 une disposition de procédure, laquelle ne modifie ni le tarif d'imposition, ni la base d'imposition, ni les exonérations au précompte immobilier.

3. Afin de déterminer si l'État fédéral est resté compétent pour modifier une règle de procédure administrative relative à un impôt régional au sens de l'article 3 de la loi spéciale précitée du 16 janvier 1989, il y a lieu d'avoir égard à deux dispositions particulières de ladite loi spéciale.

D'une part, l'article 5, § 4, dispose que :

> "Les régions sont compétentes pour fixer les règles de procédure administratives concernant les impôts visés à l'article 3 à compter de l'année budgétaire à partir de laquelle elles assurent le service des impôts."

D'autre part, l'article 5, § 3, alinéa 1er, dispose que :

> "À moins que la région n'en décide autrement, l'État assure gratuitement dans le respect des règles de procédure qu'il fixe, le service des impôts visés à l'article 3, alinéa 1er, 1° à 8° et 10° à 12°, pour le compte de la région et en concertation avec celle-ci. À partir de la deuxième année budgétaire suivant la date de notification du gouvernement de région au gouvernement fédéral de la décision d'assurer elle-même le service des impôts concernés, la région concernée assure le service de ces impôts. (...)."

4.1. Il résulte d'une lecture combinée de ces deux dispositions que l'État fédéral est compétent pour modifier les règles de procédure administratives relatives au précompte immobilier en ce qui concerne les régions pour le compte desquelles il assure encore le service de cet impôt au sens de l'article 5, § 3, de la loi spéciale précitée du 16 janvier 1989.

D'après les travaux parlementaires ayant précédé l'adoption de la loi spéciale précitée du 13 juillet 2001 [3], le service de l'impôt vise

> "... le processus de l'établissement de la base imposable, le calcul de l'impôt, le contrôle de la base imposable et de l'impôt, ainsi que le contentieux y afférent (tant administratif que judiciaire), la perception et le recouvrement de l'impôt (en ce compris les frais et intérêts)".

Compte tenu de ce qui précède, ajouter, à la procédure actuelle d'octroi de diverses réductions du précompte immobilier sur demande expresse de l'intéressé, une procédure automatique d'octroi de ces mêmes réductions, peut être considéré comme la modification d'une règle de procédure administrative relative au précompte immobilier, modification qui relève de la compétence de l'État fédéral aussi longtemps que celui-ci continue à assurer le service de l'impôt.

4.2. En matière de précompte immobilier, l'État fédéral assure toujours le service de l'impôt pour compte des régions wallonne et de Bruxelles-Capitale.

Par contre, depuis l'exercice d'imposition 1999, la Région flamande assure en régie le service du précompte immobilier [4].

En conséquence, le champ d'application territorial de la proposition de loi doit être limité aux régions wallonne et de Bruxelles-Capitale.

Bien que les développements de la proposition précisent que :

> "... il est prévu que le champ d'application de la présente loi sera limité à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Région wallonne, aussi longtemps que le précompte immobilier sera perçu et fixé, pour ces deux régions par l'Administration des Contributions directes",

le texte même de la proposition est muet à ce sujet.

---

(3) Voir Doc. parl., Chambre des représentants, S.O. 2000-2001, DOC 50, 1183/007, p. 160.

(4) Voir les articles 2 et 28 du décret du 9 juin 1998 de la Région flamande "houdende bepalingen tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen voor wat betreft de onroerende voorheffing".

Afin de se conformer aux règles exposées ci-avant, la proposition devrait donc être complétée par un article indiquant que la présente loi s'applique uniquement sur le territoire des régions wallonne et de Bruxelles-Capitale.

4.3. En revanche, il faut se garder d'ajouter dans le dispositif que l'octroi automatique des réductions au précompte immobilier s'opérera "aussi longtemps que le précompte immobilier sera perçu et fixé, pour ces deux régions, par l'Administration des Contributions directes".

En effet, contrairement à ce qu'affirment les développements de la proposition, selon les termes de la loi spéciale du 16 janvier 1989, la compétence de l'État fédéral d'adopter les règles de procédure administratives en matière de précompte immobilier dépend, non pas de ce que l'Administration des Contributions directes perçoit et fixe le précompte immobilier, mais bien de ce que les régions wallonne et de Bruxelles-Capitale n'assurent pas le service de cet impôt régional.

Par ailleurs, et plus fondamentalement, les règles de procédure administratives relatives au précompte immobilier et figurant dans le C.I.R. 1992 ne cessent pas de s'appliquer à une région par le simple fait que cette région décide d'assurer elle-même le service du précompte immobilier : elles continuent de s'appliquer aussi longtemps que la région concernée, une fois devenue compétente à leur égard, ne les a pas modifiées.

5. S'il ressort des considérations qui précèdent que l'État fédéral peut modifier, à l'égard d'une région pour le compte de laquelle il assure toujours le service du précompte immobilier, les règles de procédure administratives concernant cet impôt régional, la question se pose de savoir si l'exercice de cette compétence est soumis à une procédure de concertation préalable avec la région concernée.

L'article 5, § 3, alinéa 1er, précité, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 dispose qu'à moins que la région concernée n'en décide autrement, l'État fédéral assure dans le respect des règles de procédure qu'il fixe, le service des impôts mentionnés pour le compte de la région concernée et "en concertation" avec celle-ci.

Il résulte de cette disposition qu'une concertation avec la Région de Bruxelles-Capitale et avec la Région wallonne doit avoir lieu au sujet de la modification proposée. En effet, il faut considérer que l'obligation de concertation s'applique non seulement à l'exercice correct du "service des impôts", mais également à la réglementation relative à ce service, dès lors que celle-ci peut avoir une incidence directe sur la perception correcte des impôts et sur le volume des recettes fiscales même. Il en est ainsi en tout état de cause lorsque, comme en l'espèce, les modifications proposées concernent exclusivement un impôt régional.

Dès lors qu'il s'agit en l'occurrence d'une proposition de loi, la question se pose de savoir quelles sont les modalités de la concertation. À cet égard, on se reportera à l'article 6, § 8, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles [5]. Cette disposition prévoit que si une proposition de loi, de décret ou d'ordonnance concerne une matière visée à l'article 6, §§ 2, 2*bis*, 3, 3*bis*, 4, 5, et à l'article 11, alinéa 2, de ladite loi, la concertation, l'association ou la procédure d'avis de l'autorité fédérale et des gouvernements de communauté ou de région concernés a lieu selon les règles prévues par le règlement de la chambre législative ou du conseil devant laquelle ou devant lequel la proposition de loi, de décret ou d'ordonnance est déposée.

---

(5) En effet, conformément à l'article 5, § 3, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, l'accord de coopération entre l'État fédéral et les régions du 7 décembre 2001 relatif à l'échange d'informations dans le cadre de l'exercice de leurs compétences fiscales et aux procédures de concertation concernant l'applicabilité technique des modifications aux impôts régionaux projetées par les régions et l'applicabilité technique de l'instauration par les régions de réductions ou d'augmentations générales de l'impôt des personnes physiques dû, ne règle que la procédure de concertation que doivent suivre les régions en ce qui concerne l'applicabilité technique des modifications qu'elles projettent.

Bien que, formellement, cette disposition ne fasse mention que des obligations de coopération imposées par la loi spéciale du 8 août 1980, on peut considérer qu'elle peut également être appliquée aux obligations de coopération imposées par d'autres lois, comme en l'occurrence la loi spéciale du 16 janvier 1989. Il n'y a en effet aucune raison de considérer que le législateur spécial n'aurait pas voulu rendre la règle figurant à l'article 6, § 8, de la loi spéciale du 8 août 1980 applicable à des obligations de coopération analogues à celles énumérées formellement dans cette disposition, mais qui figurent dans d'autres lois (spéciales). Dès lors, cette disposition peut être appliquée par analogie, notamment aux obligations de concertation imposées par la loi spéciale du 16 janvier 1989.

L'article 97, point 1, alinéa 1er, du règlement de la Chambre des représentants dispose dès lors à bon droit, sans opérer de distinction à cet égard, que "si une procédure de coopération avec les gouvernements de communauté ou de région est prescrite, le président de la Chambre demande au premier ministre de transmettre le texte de cette proposition au(x) président(s) du ou des gouvernement(s) de communauté et/ou de région concerné(s)".

En vertu de l'article 97, point 1, alinéa 2, du réglement de la Chambre des représentants, la procédure (de concertation), imposée en l'occurrence par l'article 5, § 3, alinéa 1er, de la loi du 16 janvier 1989, doit être entamée au moment où la proposition de loi soumise pour avis est mise à l'ordre du jour de la commission compétente de la Chambre des représentants.

Fondement juridique

La proposition de loi repose sur l'idée que, dans la majorité des cas, l'administration fiscale est au courant des critères qui ouvrent le droit aux réductions prévues à l'article 257 du C.I.R. 1992 et qu'elle peut, en conséquence, accorder ces réductions de manière automatique.

Cela n'est pas toujours exact, en tout cas en ce qui concerne la réduction du précompte immobilier afférent à l'immeuble occupé par le chef d'une famille comptant au moins deux enfants en vie ou une personne handicapée (article 257, 3°, C.I.R.).

Dans ce cas, la réduction est accordée en fonction de l'occupation de l'immeuble, soit par son propriétaire, soit par un locataire.

Lorsque c'est la famille d'un locataire qui donne droit à la réduction du précompte immobilier, l'administration des contributions directes n'est pas informée des changements de locataire.

Le texte proposé n'est donc pas de nature à favoriser la sécurité juridique, du moins dans le cas où c'est la famille du locataire qui donne droit à la réduction : le propriétaire risque, en effet, de ne pas introduire la demande de réduction du précompte immobilier dans la croyance que les données nécessaires sont en possession de l'administration alors qu'elles ne le sont pas.

Les chambres réunies étaient composées de

Messieurs	M. VAN DAMME,	président de chambre, président,
	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. BAERT, J. SMETS, J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	J. KIRKPATRICK, A. SPRUYT,	assesseurs de la section de législation,
Mesdames	A. BECKERS, B. VIGNERON,	greffiers.

Les rapports ont été présentés par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section, Mme K. BAMS, auditeur et M. P. RONVAUX, auditeur adjoint.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON M. VAN DAMME

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.078/VR/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer en, gedeeltelijk, verenigde kamers, op 5 november 2003 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen [1], van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van artikel 257 van het Wetboek van de inkomsten-belastingen 1992, teneinde de verminderingen van de onroerende voorheffing automatisch te maken" (Parl. St., Kamer, nr. 51 0332/001, zitting 2003-2004), heeft op 9 december 2003 het volgende advies gegeven :

(1) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig werkdagen verlengd wordt tot vijfenveertig werkdagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85*bis*.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bevoegdheid van de steller van de handeling

1. De onroerende voorheffing is een gewestelijke belasting krachtens artikel 3, eerste lid, 5°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, zoals dat vervangen is bij artikel 5 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten.

Volgens artikel 4, § 2, van de voornoemde bijzondere wet van 16 januari 1989 zijn de gewesten, wat de onroerende voorheffing betreft, bevoegd om de aanslagvoet, de heffingsgrondslag en de vrijstellingen te wijzigen [2].

2. Het wetsvoorstel strekt ertoe de inleidende zin van artikel 257 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 (hierna: WIB 1992) te vervangen, teneinde, los van het mechanisme van het uitdrukkelijk verzoek van de belastingplichtige in dat verband, zoals daarin reeds voorzien wordt door de huidige tekst van die bepaling, te zorgen voor automatische toekenning van de vermindering van onroerende voorheffing,

---

(2) In dezelfde bepaling wordt voorts gesteld dat de gewesten het federaal kadastraal inkomen evenwel niet kunnen wijzigen en dat het gezamenlijk beheer van de gegevens van de patrimoniale documentatie geschiedt bij wege van een samenwerkingsakkoord in de zin van artikel 92*bis*, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

voor zover het belastingbestuur op de hoogte is gebracht van het feit dat voldaan is aan de voorwaarden die vereist zijn voor de toekenning van die verminderingen.

Dit wetsvoorstel strekt er dus toe een procedurele bepaling in te voegen in het WIB 1992, waarmee niets wordt gewijzigd aan het belastingtarief, noch aan de heffingsgrondslag, noch aan de vrijstellingen van onroerende voorheffing.

3. Teneinde te kunnen vaststellen of de federale Staat bevoegd gebleven is om een administratieve procedureregel te wijzigen betreffende een gewestelijke belasting in de zin van artikel 3 van de voornoemde bijzondere wet van 16 januari 1989, behoort rekening te worden gehouden met twee bijzondere bepalingen van die bijzondere wet.

Enerzijds wordt in artikel 5, § 4, het volgende bepaald :

> "De gewesten zijn bevoegd voor de vaststelling van de administratieve procedureregels met betrekking tot de in artikel 3 bedoelde belastingen met ingang van het begrotingsjaar vanaf hetwelk zij de dienst van de belastingen verzekeren."

Anderzijds wordt in artikel 5, § 3, eerste lid, het volgende bepaald:

> "Tenzij het gewest er anders over beslist, zorgt de Staat met inachtneming van de door hem vastgestelde procedureregels kosteloos voor de dienst van de in artikel 3, eerste lid, 1° tot 8° en 10° tot 12° bedoelde belastingen voor rekening van en in overleg met het betrokken gewest. Vanaf het tweede begrotingsjaar volgend op de datum van notificatie van de gewestregering aan de federale regering van de beslissing tot het zelf verzekeren van de dienst van de betrokken belastingen, zorgt het betrokken gewest voor de dienst van deze belastingen. (...)."

4.1. Uit de combinatie van die twee bepalingen blijkt dat de federale Staat bevoegd is om de administratieve procedureregels te wijzigen die betrekking hebben op de onroerende voorheffing wat de gewesten betreft waarvoor hij nog steeds zorgt voor de dienst van die belasting in de zin van artikel 5, § 3, van de voornoemde bijzondere wet van 16 januari 1989.

Volgens de parlementaire voorbereiding die voorafgegaan is aan de goedkeuring van de voornoemde bijzondere wet van 13 juli 2001 [3] omvat de dienst van de belasting

> "... de vaststelling van de belastinggrondslag, de berekening van de belasting, de controle van de belastinggrondslag en van de belasting, de daarop betrekking hebbende betwistingen (zowel administratief als gerechtelijk), de inning en de invordering van de belastingen (met inbegrip van de kosten en de intresten)".

Gelet op hetgeen voorafgaat, kan het feit dat aan de huidige procedure inzake de toekenning van verschillende verminderingen van onroerende voorheffing op uitdrukkelijk verzoek van de belanghebbende, een automatische procedure zou worden toegevoegd voor de toekenning van diezelfde verminderingen, beschouwd worden als de wijziging van een administratieve procedureregel met betrekking tot de onroerende voorheffing, welke wijziging valt onder de bevoegdheid van de federale Staat zolang deze de dienst van de belasting blijft verzorgen.

4.2. Inzake onroerende voorheffing zorgt de federale Staat nog steeds voor de dienst van de belasting wat betreft het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Sedert het aanslagjaar 1999 verzorgt en regelt het Vlaamse Gewest daarentegen in eigen beheer de dienst van de onroerende voorheffing [4].

Bijgevolg moet het toepassingsgebied ratione loci van het wetsvoorstel beperkt worden tot het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

---

(3) Zie Gedr. St., Kamer van volksvertegenwoordigers, Gewone Zitting 2000-2001, DOC 50, 1183/007, blz. 160.

(4) Zie de artikelen 2 en 28 van het decreet van 9 juni 1998 van het Vlaamse Gewest "houdende bepalingen tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen voor wat betreft de onroerende voorheffing".

Hoewel in de toelichting bij het wetsvoorstel bepaald wordt dat :

> "...de toepassingssfeer van deze wet beperkt blijft tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waals Gewest, zolang de vaststelling en de inning van de onroerende voorheffing in die twee gewesten gebeurt door de Administratie der Directe Belastingen",

wordt in de tekst zelf van het wetsvoorstel niets gezegd in dat verband.

Opdat de hiervoor uiteengezette regels worden nageleefd, zou het wetsvoorstel dus moeten worden aangevuld met een artikel waarin bepaald wordt dat de onderhavige wet enkel van toepassing is op het grondgebied van het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

4.3. Daarentegen moet men ervoor zorgen dat in het dispositief niet wordt bepaald dat de automatische toekenning van de verminderingen van onroerende voorheffing geldt "zolang de vaststelling en de inning van de onroerende voorheffing in die twee gewesten gebeurt door de Administratie der Directe Belastingen".

Immers, in tegenstelling tot hetgeen bepaald wordt in de toelichting bij het wetsvoorstel, hangt de bevoegdheid van de federale Staat om de administratieve procedureregels inzake onroerende voorheffing uit te vaardigen, volgens de bewoordingen van de bijzondere wet van 16 januari 1989, niet af van het feit dat de Administratie der Directe Belastingen de onroerende voorheffing int en vaststelt, maar wel van het feit dat het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest niet zorgen voor de dienst van die gewestelijke belasting.

Overigens, een fundamenteler opmerking, houden de administratieve procedureregels betreffende de onroerende voorheffing gegeven in het WIB 1992 niet op van toepassing te zijn op een gewest louter doordat dat gewest besluit om zelf te zorgen voor de dienst van de onroerende voorheffing : ze blijven van toepassing zolang het betreffende gewest, zodra het bevoegd geworden is op dat vlak, deze niet gewijzigd heeft.

5. Hoewel uit de voorgaande opmerkingen blijkt dat de federale Staat, ten aanzien van een gewest waarvoor hij nog steeds zorgt voor de dienst van de onroerende voorheffing, de administratieve procedureregels met betrekking tot die gewestelijke

belasting kan wijzigen, rijst de vraag of de uitoefening van die bevoegdheid afhankelijk wordt gesteld van een procedure van voorafgaand overleg met het betrokken gewest.

Krachtens het reeds aangehaalde artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 zorgt de federale Staat, tenzij het betrokken gewest er anders over beslist, met inachtneming van de door hem vastgestelde procedureregels voor de dienst van de erin vermelde belastingen voor rekening van en "in overleg met" het betrokken gewest.

Uit die bepaling vloeit voort dat over de voorgestelde wijziging overleg dient te worden gepleegd met het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en met het Waalse Gewest. De overlegverplichting moet immers worden geacht niet alleen betrekking te hebben op de correcte uitoefening van de "dienst der belastingen", maar ook op de regelgeving betreffende die dienst, nu die regelgeving een rechtstreekse weerslag kan hebben op de correcte inning van de belastingen en op de omvang van de belastingontvangsten zelf. Dit is in ieder geval zo wanneer, zoals in casu, de voorgestelde wijzigingen uitsluitend betrekking hebben op een gewestelijke belasting.

Nu het in casu een voorstel van wet betreft, rijst de vraag hoe het genoemde overleg moet plaatsvinden. Te dien aanzien moet worden gewezen op artikel 6, § 8, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen [5]. Luidens die bepaling vindt, indien een voorstel van wet, decreet of ordonnantie een materie betreft, bedoeld in artikel 6, §§ 2, 2*bis*, 3, 3*bis*, 4, 5, of in artikel 11, tweede lid, van die wet, het overleg, de betrokkenheid of de adviesverlening van de federale overheid en de betrokken gemeenschaps- of gewestregeringen plaats volgens de regels bepaald in het reglement van de wetgevende kamer of de raad waarbij het voorstel van wet, decreet of ordonnantie wordt ingediend.

---

(5) Overeenkomstig artikel 5, § 3, derde lid, van de bijzondere financieringswet regelt het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Gewesten van 7 december 2001 betreffende de uitwisseling van informatie in het kader van de uitoefening van hun fiscale bevoegdheden en betreffende de overlegprocedures inzake technische uitvoerbaarheid van door de Gewesten voorgenomen wijzigingen aan de gewestelijke belastingen en inzake de technische uitvoerbaarheid van de invoering door de Gewesten van algemene belastingverminderingen of -vermeerderingen van de verschuldigde personenbelasting, immers slechts de overlegprocedure die door de Gewesten moet worden gevolgd met betrekking tot de technische uitvoerbaarheid van de door de gewesten voorgenomen wijzigingen.

Hoewel in die bepaling formeel enkel gewag wordt gemaakt van samenwerkingsverplichtingen die worden opgelegd door de bijzondere wet van 8 augustus 1980, mag worden aangenomen dat zij ook kan worden toegepast op samenwerkingsverplichtingen die zijn opgelegd door andere wetten, zoals in casu de bijzondere wet van 16 januari 1989. Er is immers geen enkele reden om aan te nemen dat de bijzondere wetgever de in artikel 6, § 8, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 opgenomen regel niet toepasbaar zou hebben willen maken op gelijkaardige samenwerkingsverplichtingen als die welke uitdrukkelijk in die bepaling zijn opgesomd, maar die in andere (bijzondere) wetten zijn opgenomen. Die bepaling mag dan ook bij analogie worden toegepast op, met name, de overlegverplichtingen opgelegd bij de bijzondere wet van 16 januari 1989.

Artikel 97, punt 1, eerste lid, van het reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers bepaalt dan ook terecht, zonder daaromtrent enig onderscheid te maken, dat "wanneer een procedure van samenwerking met de gewest- of (de) gemeenschapsregeringen is voorgeschreven (...) de voorzitter van de Kamer de eerste minister (verzoekt) de tekst over te zenden aan de voorzitters van de betrokken gewest- en/of gemeenschapsregering(en)".

Krachtens artikel 97, punt 1, tweede lid, van het reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers dient de, in casu door artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 opgelegde, (overleg)procedure te worden ingezet op het ogenblik dat het om advies voorgelegde wetsvoorstel op de agenda van de bevoegde commissie van de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt geplaatst.

Rechtsgrond

In het wetsvoorstel wordt ervan uitgegaan dat het belastingbestuur in de meeste gevallen op de hoogte is van de criteria die recht geven op de verminderingen genoemd in artikel 257 van het WIB 1992, en dat het die verminderingen bijgevolg automatisch kan toekennen.

Dat is niet altijd zo, in ieder geval niet voor wat betreft de vermindering van onroerende voorheffing in verband met het onroerend goed dat wordt betrokken door het hoofd van een gezin met ten minste twee kinderen in leven of met een (...) gehandicapte persoon (artikel 257, 3°, WIB).

In dat geval wordt de vermindering toegekend op basis van wie er in het gebouw woont, ofwel de eigenaar van het gebouw, ofwel een huurder.

In het geval dat het gezin van een huurder recht geeft op de vermindering van onroerende voorheffing, wordt het bestuur van de directe belastingen niet op de hoogte gebracht van de verandering van huurder.

De rechtszekerheid is dus niet gediend met de voorgestelde tekst, tenminste in het geval dat het gezin van de huurder recht geeft op de vermindering : de kans bestaat immers dat de eigenaar geen verzoek tot vermindering van onroerende voorheffing indient in de veronderstelling dat het bestuur over de vereiste gegevens beschikt, terwijl dat niet het geval is.

De verenigde kamers warensamengesteld uit :

de Heren	M. VAN DAMME,	kamervoorzitter, voorzitter,
	Y. KREINS,	kamervoorzitter
	J. BAERT,	staatsraden,
	J. SMETS,	
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	J. KIRKPATRICK,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	A. SPRUYT,	
Mevrouwen	A. BECKERS,	griffiers.
	B. VIGNERON,	

De verslagen werden uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd, Mevr. K. BAMS, auditeur en de H. P. RONVAUX, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B.VIGNERON M. VAN DAMME